



Les « ministres canadiens » du gouvernement afghan d'Hamid Karzaï

Par [Guy Charron](#)

Mondialisation.ca, 30 juin 2007

[WSWS](#) 30 juin 2007

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)



Les Forces armées canadiennes ont déployé un groupe d'une quinzaine de personnes, l'Equipe consultative stratégique (SAT, *Strategic Advisory Team*), qui travaille « directement avec le gouvernement afghan » pour imposer les termes dictés par les puissances occidentales.

Le Canada est un participant clé de l'occupation militaire de l'Afghanistan menée sous l'égide des États-Unis et de l'OTAN et depuis l'été 2005 est au front de la lutte contre les insurgés. Il soutient pleinement le gouvernement fantoche d'Hamid Karzaï installé par Washington. C'est un gouvernement composé de seigneurs de guerre coupables d'exactions contre la population et qui est détesté pour être corrompu et à la solde des grandes puissances.



Le Général Ghalam Haider, Chef du 6 e district de la Police municipale de Kaboul (PMK), discute de l'organisation de patrouilles nocturne conjointes avec le Caporal-chef Maronese, de la police militaire du Canada. Photo: [Défense nationale canadienne](#)

La SAT, désignée sous le nom d'opération Angus par l'armée canadienne, joue un rôle complémentaire au soutien militaire accordé au gouvernement Karzaï. Bien que d'origine militaire, la SAT joue un rôle surtout politique. Ses équipes sont, dans les termes du ministère canadien de la Défense, « intégrées dans les ministères et les organismes du gouvernement afghan ». Selon le lieutenant-commandant Rob Ferguson, un des membres de la SAT, « aucun pays n'est placé de façon aussi stratégique que le Canada pour influencer le développement de l'Afghanistan ».

La SAT ne relève pas de l'OTAN ou de la Force internationale d'assistance à la sécurité, mais se rapporte directement au gouvernement canadien. Elle est encensée par les chefs de file militaires, politiques et économiques du Canada en tant qu'exemple à suivre dans la coordination des différentes sections de l'Etat canadien lors d'interventions militaires à l'étranger visant à faire valoir les intérêts de l'élite dirigeante.

Le lieutenant-colonel Fred Aubin, l'adjoint au commandant de la SAT, voit la SAT comme l'embryon d'une initiative plus large du gouvernement canadien. « Le gouvernement afghan est très coopératif » avec la SAT, a-t-il dit. « A un moment donné, je suis certain qu'ils vont

élargir [la SAT] et qu'il y aura une augmentation du nombre des civils lorsque la sécurité se sera améliorée. »

Il est difficile d'obtenir des informations exactes sur les activités de la SAT. C'est seulement depuis fin 2006 que l'armée canadienne, face à une opposition populaire grandissante à l'opération militaire en Afghanistan, a entrepris de faire connaître plus largement l'existence de la SAT.

Le but avoué du plan de communication de l'armée est de « démontrer à la population canadienne la contribution de la SAT au développement à long terme de l'Afghanistan, tout en protégeant la crédibilité de la SAT aux yeux du gouvernement et de la population afghane », selon des documents internes de l'armée canadienne aujourd'hui publics.

Ceci implique que les informations dévoilées seront nécessairement déformées pour satisfaire aux impératifs de la propagande pro-gouvernementale. Par exemple, les documents de l'armée aujourd'hui publics établissent que c'est à l'initiative du chef de l'état-major canadienne, le général Rick Hillier, que la SAT fut formée, mais les communiqués de presse du ministère de la Défense soulignent toujours que la SAT est en Afghanistan à la demande du gouvernement afghan.

Malgré la nature tronquée des informations, il est possible d'établir certains faits hors de tout doute, le principal étant qu'une équipe canadienne travaille aux plus hauts niveaux du gouvernement afghan, en contact étroit avec le bureau du président afghan Karzaï.

Selon le livre *Canada in Afghanistan*, écrit par Peter Pigott, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, la SAT « a reçu le mandat du président Karzaï personnellement pour aller partout au pays et tout enquêter... [E]lle travaille au niveau ministériel dans tous les ministères et est en relation presque quotidienne avec les Nations unies, la Banque mondiale, les principaux pays donateurs [entre autres, les Etats-Unis, le Japon et l'Inde] et l'OTAN. »

L'équipe de la SAT est composée principalement d'officiers de l'armée canadienne spécialisés dans la planification ainsi que de responsables de l'ambassade canadienne. Selon des documents internes de l'armée, « Le ministère canadien des Affaires étrangères, par son ambassade à Kaboul, est très impliqué dans les activités de la SAT alors que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a offert un expert en développement à l'équipe. »

L'Afghanistan est le principal bénéficiaire de l'aide étrangère canadienne et héberge l'une des plus grandes ambassades canadiennes. En excluant les coûts de la mission militaire canadienne qui atteignent environ quatre milliards de dollars à ce jour, le Canada est un des principaux bailleurs de fonds pour le gouvernement de Kaboul et a dépensé et continuera à dépenser plus de 100 millions de dollars par année de 2001 à 2011. D'autres agences gouvernementales canadiennes, comme la Gendarmerie royale du Canada, contribuent au développement des forces sécuritaires afghanes.

La SAT est impliquée dans plusieurs ministères du gouvernement afghan. Elle travaille avec le ministre afghan de la Justice à la rédaction de lois et avec le gouvernement sur son plan de communication stratégique, tant pour l'intérieur que pour l'étranger. La SAT a organisé et guidé Karzaï et d'autres officiels afghans pour des visites au Canada, où l'intervention canadienne était louangée.

Mais de façon plus importante, la SAT a comme fonction de superviser les progrès de l'Afghanistan selon les termes du Pacte de l'Afghanistan (*Afghanistan Compact*), qu'elle a contribué à développer en collaboration avec l'ambassadeur canadien.

Le Pacte de l'Afghanistan est une entente intervenue à la fin de 2005 et formalisée le 31 janvier 2006 entre les grandes puissances sur les développements attendus en Afghanistan.

Il est clair de la lecture de l'entente que l'Afghanistan demeurera un protectorat pour les années si ce n'est les décennies à venir, dépendant pour sa sécurité et pour le financement de l'Etat des puissances impérialistes. L'objectif des mesures développées dans le Pacte de l'Afghanistan est de créer un environnement social, gouvernemental et économique propice à l'investissement étranger et aux intérêts géopolitiques des puissances occupant aujourd'hui le pays.

La SAT travaille en étroite collaboration avec Ishaq Nadiri, un économiste américain d'origine afghane et principal conseiller économique de Karzaï, à la réalisation des objectifs principaux du Pacte. Pour ce faire, la SAT est aussi très impliquée avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, par qui transige une grosse part de l'aide étrangère.

La création d'une unité militaire spéciale dont le rôle est de « diriger de l'arrière », dans les mots d'un des membres de l'équipe, va de pair avec le transfert des troupes canadiennes de Kaboul vers Kandahar en 2005.

Les élites canadiennes ont tiré comme leçon de l'intervention canadienne en Bosnie à la fin des années 1990 que le Canada n'avait pas l'influence et la reconnaissance qui lui revenait en vertu de sa contribution militaire. « Nous n'avions pas d'influence décisive ou d'effet décisif qui aurait donné une bonne influence au Canada dans les Balkans », a dit Hillier, le chef d'état-major canadien, dans une entrevue qu'il accordait à *Jane's Defence Weekly* en 2006. Il a continué en disant chercher à obtenir pour les missions canadiennes à l'étranger « suffisamment de crédibilité pour nous donner l'occasion d'avoir des postes de commandement et d'influencer et de modeler des régions et des populations en accord avec nos intérêts et en accord avec nos valeurs ».

L'opération militaire à Kandahar, un des bastions des talibans et de l'opposition à l'occupation, est précisément le type d'opération donnant de la « crédibilité » au gouvernement du Canada.

Dans un témoignage qu'il a livré devant le comité parlementaire fédéral sur la défense nationale le 31 mai 2007, le général Hénault, aujourd'hui président du Comité militaire de l'OTAN et précédent chef de l'état-major canadien, a indiqué que « Le Canada est vu comme étant un pays des plus compétents pouvant faire preuve de leadership en Afghanistan. »

L'opération militaire canadienne en Afghanistan est considérée dans les hautes sphères canadiennes comme une mission permettant de donner une position de force à la puissance moyenne qu'est le Canada dans le « Grand Jeu » qui se joue en Afghanistan pour le contrôle des ressources et l'influence géostratégique.

En particulier, le Canada qui aspire à devenir une superpuissance énergétique est intéressé au contrôle du pétrole du bassin de la mer Caspienne. Le potentiel minier de l'Afghanistan

est aussi d'un grand intérêt pour les compagnies canadiennes très actives dans ce secteur industriel.

D'un côté, les soldats sont utilisés comme chair à canon pour obtenir le respect que l'on donne au « prix du sang » dans les instances dirigeantes mondiales, avec d'immenses coûts pour la population civile afghane, y compris la subjugation économique et politique de leur pays. De l'autre, le Canada déploie une équipe ayant des pouvoirs similaires à ceux de ministres auprès du gouvernement Karzaï pour influencer et modeler la région en accord avec ses intérêts stratégiques fondamentaux.

Lire aussi :

[Assassinat d'une journaliste critique des seigneurs de guerre afghans](#) [18 juin 2007]

[Des rapports confirment la complicité du Canada dans la torture commise par l'Etat afghan](#) [1er mai 2007]

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Guy Charron](#), [WSWS](#), 2007

Articles Par : [Guy Charron](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca